

	<p><b>PROJET Vergorà</b></p> <p><b>MARCHE N° 2025-0926 (lot 1)</b></p> <p><b>Marché A Procédure Adaptée</b>  (En application des articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du code de la commande publique)</p>
---	---

## Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

### MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

---

### Projet Vergorà – Marchés de services

---

2025-0926	Lot1	WP 3 - Prestation de service en Droit des Affaires
-----------	------	--

## **1 GENERALITES**

Le Centre de recherche Inria de l'Université Grenoble Alpes est un établissement public de recherche à caractère scientifique et technologique (EPST) sous la double tutelle des ministères en charge de la Recherche et de l'Industrie.

Créé en 1967, Inria a pour mission de réaliser une recherche d'excellence dans les champs informatiques et mathématiques des sciences du numérique, et de garantir l'impact de cette recherche auprès des acteurs économiques et sociétaux.

Cette recherche s'effectue au sein de 9 centres de recherche répartis dans toute la France (Paris, Rennes, Sophia Antipolis, Grenoble, Lyon, Nancy, Bordeaux, Lille et Saclay). Le siège social de l'institut est situé à Rocquencourt, près de Paris.

Le centre Inria Grenoble Rhône-Alpes compte une trentaine d'équipes de recherche ainsi que des services d'appui à la recherche. Le personnel du centre (750 personnes environ réparties sur cinq campus) est composé de scientifiques de différentes nationalités, d'Ingénieurs, de Techniciens et d'Administratifs.

## **2 Contexte de la prestation**

Vergorà, un projet de startup en cours d'incubation au sein de l'INRIA STARTUP STUDIO, vise à accélérer et à mesurer l'émergence d'opérations de végétalisation sur le bâti urbain existant. Vergorà, propose une plateforme web qui est utilisée par trois profils types :

- Les propriétaires ou maîtres d'ouvrage du bâti urbain, ayant recours à des opérations de rénovation (syndic, bailleurs, entreprises, foncières, collectivités...) peuvent connaître en quelques clics le potentiel végétal de leurs toiture, grâce à un modèle statistique innovant. La solution de végétalisation la plus adaptée est automatiquement identifiée, le coût moyen des travaux est chiffré et un rapport de l'estimation de l'impact sur l'environnement et le bâtiment est généré (réduction de l'effet îlot de chaleur, rétention des eaux pluviales, isolation thermique, biodiversité...).
- Les experts de la végétalisation (bureaux d'études, entreprises de végétalisation et leurs bureaux d'études intégrés, étancheurs, paysagistes...) reçoivent dans leur boîte mail des propositions de projets pré-qualifiés et prêts à être engagés, leur permettant d'augmenter leur chiffre d'affaires.
- Les financeurs (entreprises et groupes engagés, banques, fondations, fonds verts, assurances...) ont accès à une liste de projets à impact mesuré, sur leur propre territoire, leur permettant d'atteindre leurs engagements responsables dans leur stratégie RSE, leurs stratégies d'attribution de prêts bonifiés, leurs critères de subventions, ceci améliorant directement le bilan économique des travaux pour le propriétaire.

Ce cercle vertueux permet d'accélérer la végétalisation du bâti existant, tout en permettant à chaque acteur d'avoir des bénéfices mesurés, contribuant ainsi à augmenter la résilience des villes face au changement climatique, et aux objectifs corollaires de rafraîchissement urbain, purification de l'air, gestion des eaux pluviales et augmentation de la biodiversité.

## **3 Objet du marché**

La présente consultation s'adresse à un cabinet de conseil en droit des affaires spécialisé dans les nouvelles technologies dans le secteur du bâtiment capable d'accompagner Vergorà pour sécuriser juridiquement les relations entre les différentes parties prenantes de la plateforme (propriétaires de

bâtiments, prestataires techniques, financeurs, collectivités territoriales...), dans le contexte d'un service numérique d'intermédiation technique et financière et de restitution des impacts.

#### **4 Descriptif des services attendus**

La prestation attendue concerne l'accompagnement juridique pour la mise en place de contrats garantissant l'exclusivité des prestataires de végétalisation et la définition des responsabilités de la société Vergorà. Cela inclut également l'élaboration des conditions générales de vente et d'accès à la plateforme.

##### **Description des Services Attendus**

Conseil Juridique :

- Analyse des besoins spécifiques de la société Vergorà.
- Conseil sur les types de contrats à mettre en place pour garantir l'exclusivité des prestataires.
- Identification des responsabilités légales et contractuelles de la société Vergorà.

Élaboration des Contrats :

- Rédaction de contrats types pour les prestataires de végétalisation.
- Intégration des clauses d'exclusivité et de responsabilité.
- Rédaction des conditions générales de vente (CGV) pour les services proposés sur la plateforme.
- Rédaction des conditions générales d'accès à la plateforme pour les utilisateurs.

Revue et Validation :

- Revue des documents juridiques existants, si applicable.
- Validation des contrats et conditions générales avec les parties prenantes.

##### **Livrables Attendus**

- Contrats types pour les prestataires de végétalisation.
- Conditions générales de vente (CGV).
- Conditions générales d'accès à la plateforme.
- Rapport de conseil juridique détaillant les responsabilités et les risques.

##### **Modalités de Réalisation**

Délais :

- Phase de conseil : 3 semaines
- Rédaction des contrats et CGV : 4 semaines
- Revue et validation : 1 semaine

Méthodologie :

- Réunions de travail régulières pour suivre l'avancement.
- Utilisation d'outils collaboratifs pour le partage de documents.

#### **5 Compétences attendues**

##### **Compétences indispensables**

- Maîtrise du droit des contrats : Capacité à rédiger, analyser et sécuriser des contrats commerciaux complexes. Maîtrise des différentes typologies contractuelles : prestations de services, partenariats, conditions générales d'utilisation/vente (CGU/CGV), etc.

- Connaissance approfondie du droit des affaires : Cadre juridique des relations B2B, Droit des sociétés (structure juridique, pactes d'associés...).
- Connaissance de la propriété intellectuelle : Protection des données, algorithmes, éléments visuels et contenus du site, Gestion des droits d'auteur, marques, licences d'exploitation.
- Sensibilisation à la conformité réglementaire : RGPD (données personnelles des utilisateurs de la plateforme), Obligations liées à la contractualisation numérique.
- Expérience en droit de l'innovation / plateformes numériques : Notions juridiques spécifiques à l'économie numérique et aux plateformes de mise en relation, Gestion des responsabilités (notamment en cas de litiges entre utilisateurs tiers).

#### **Compétences fortement appréciées**

- Expérience avec des projets technologiques innovants
- Expérience avec des projets à impact
- Expérience avec des projets dans le secteur du bâtiment

## **6 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

L'article 5 du CCAG FCS est applicable.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu de la personne publique communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconque, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir la personne publique de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle de sortie de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire, des obligations résultant du présent article, la personne publique peut résilier le marché sans parler du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.